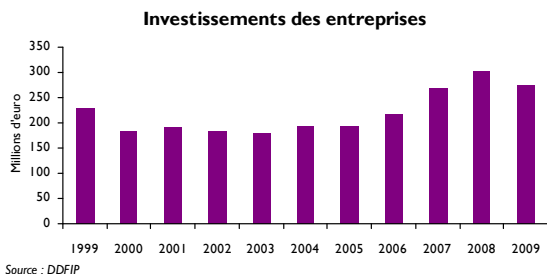


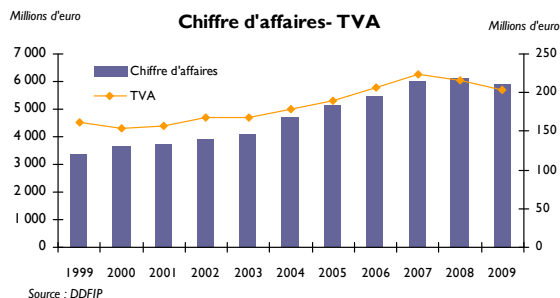
Activité des entreprises

A retenir

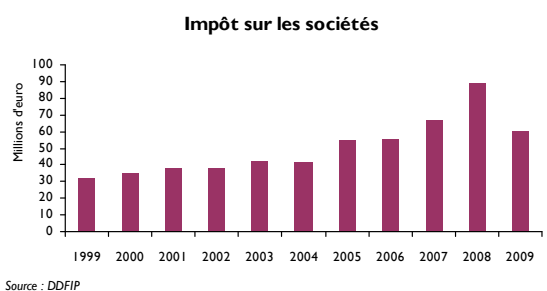
- Investissement des entreprises : -9 % par rapport à 2008.
- Chiffre d'affaires : -4 % en un an.
- La masse salariale a diminué de 3 % au 4^e trimestre alors que le nombre d'employeurs augmente (progression des employeurs de personnel de maison et multiplication des travailleurs indépendants)



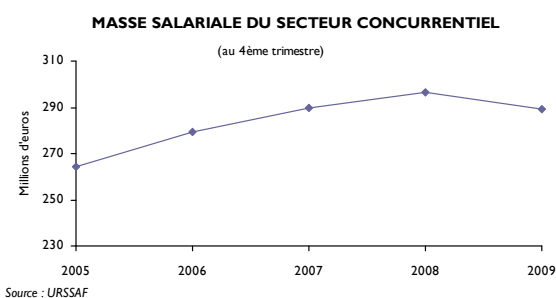
En 2009, Les entreprises ont investi 275 millions d'euros, soit une baisse de 9 % par rapport à 2008, pouvant s'expliquer à la fois par la baisse de la demande, la sous utilisation de leurs capacités de production et des conditions de financement plus difficiles.



Le chiffre d'affaires des entreprises du département diminue de 4 % par rapport à 2008 (soit une baisse de 220 millions d'euros) et atteint 5,9 milliards d'euros. En effet, certaines entreprises locales ont subi la crise de plein fouet et ont vu annuler une partie de leurs commandes.



L'impôt sur les sociétés dû en 2009 mais assis sur le bénéfice des entreprises en 2008 est en baisse par rapport à celui de l'année précédente (-33 %) et s'élève à 60,3 millions d'euros.



Selon les données de l'URSSAF, la masse salariale a diminué de 3 %, soit une baisse de 8 millions d'euros par rapport à 2008, conséquence directe du ralentissement d'activité enregistrée par les entreprises des Hautes-Pyrénées.

Contrairement à la masse salariale, le nombre de cotisants a augmenté de 6 % par rapport à 2008, soit 1 878 employeurs supplémentaires. Cette hausse s'explique :

- par la forte progression des employeurs de personnel de maison (+14 %), favorisée par le développement du CESU (Chèque Emploi Service Universel) permettant un avantage fiscal à hauteur de 50 % des dépenses engagées pour l'emploi de salarié à domicile
- par la multiplication des travailleurs indépendants (+9 %), suite à la mise en place du nouveau régime des auto-entrepreneurs.

Activité des entreprises en chiffres — 2009

	2008	2009	Evolution en valeur absolue	Evolution en valeur relative
<i>(En millions d'euros)</i>				
Impôts sur les sociétés	89,5	60,3	-29,2	-32,6%
Taxe sur la valeur ajoutée	215,6	204,0	-11,6	-5,4%
Chiffre d'affaires	6 125,0	5 905,0	-220,0	-3,6%
Investissement des entreprises	303,0	275,0	-28,0	-9,2%
Masse salariale secteur concurrentiel (4ème t)	296,6	289,0	-7,6	-2,6%
Dénombrement des comptes cotisants URSSAF				
Régime général	8 455	7 897	-558	-6,6%
Employeurs Travailleurs Indépendants	11 058	12 040	982	8,9%
Employeurs de Personnel de Maison	10 220	11 684	1 464	14,3%
Praticiens Auxiliaires Médicaux	1 288	1 285	-3	-0,2%
Administrations et Collectivités Territoriales	795	788	-7	-0,9%

Masse salariale du secteur concurrentiel* du 4ème trimestre par secteur d'activité

<i>en milliers d'euros</i>	2008	2009	Evolution en valeur absolue	Evolution en valeur relative
Activités financières et d'assurance	8 075,3	8 045,8	-30	-0,4%
Activités immobilières	3 074,3	3 322,4	248	8,1%
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs	36 152,0	32 238,9	-3 913	-10,8%
Administration publique, enseignement, santé humaine et autres activités administratives	39 951,2	41 985,4	2 034	5,1%
Agriculture, sylviculture et pêche	41,8	47,1	5	12,7%
Autres activités de services	14 378,6	14 550,0	171	1,2%
Commerces ; réparation d'automobiles et motocycles	47 625,5	47 512,3	-113	-0,2%
Construction	24 855,6	24 803,8	-52	-0,2%
Fabrication d'autres produits industriels	24 458,9	22 887,8	-1 571	-6,4%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques	14 037,0	14 732,7	696	5,0%
Fabrication des denrées alimentaires, de boissons et tabac	9 710,5	9 213,9	-497	-5,1%
Fabrication de matériels de transport	12 156,7	11 567,8	-589	-4,8%
Hébergement et restauration	25 872,3	22 990,6	-2 882	-11,1%
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et pollution	6 931,5	7 028,8	97	1,4%
Information et communication	4 741,7	4 324,1	-418	-8,8%
Transports et entreposage	24 497,4	23 751,8	-746	-3,0%

Sources : URSSAF

Définitions:

Impôts sur les sociétés, investissements, impôt sur le revenu (HP) : les impôts sur les sociétés et le revenu concerne le montant des encaissements en milliers d'euro. Le montant pour une année donnée correspond aux revenus de l'année précédente.

Les investissements sont comptabilisés en millions d'euros hors taxes.

Le chiffre d'affaires indiqué est celui des entreprises qui déclarent selon le régime réel normal (chiffre d'affaires supérieur 766 000 euros pour les entreprises réalisant des achats / ventes et supérieur à 231 000 euros pour les prestataires de services) et qui déposent leurs déclarations de chiffre d'affaires dans le département quelle que soit la localisation de leurs établissements.

Secteur concurrentiel : il comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'État ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Les entreprises contrôlées majoritairement par l'État et les Établissements publics industriels et commerciaux y sont intégrés.

Comptes cotisants : depuis 2005, il s'agit du dénombrement des employeurs et non plus des établissements, un même employeur peut avoir plusieurs établissements.